

Faire tout l'inverse !

4 exemples vers l'égalité et l'écologie populaire

1

TAXER LES GROSSES FORTUNES, GLOBALISER LES REVENUS

Les politiques fiscales actuelles ne permettent pas suffisamment de réduire les inégalités. Elles favorisent l'accumulation de richesse et protègent les gros patrimoines – cela est d'autant plus vrai avec nos gouvernements actuels¹. Au niveau de l'impôt des personnes physiques (IPP), il s'agit de rééquilibrer la balance. Pour ce faire, nous ne pouvons plus esquiver la question du capital ni celle du patrimoine : ils doivent être tous les deux ramenés dans le giron des politiques fiscales. C'est incontournable pour avancer vers plus d'égalité. Ces deux domaines étant très peu mis à contribution, ils participent très fortement à l'augmentation des inégalités, plus que le revenu du travail – Thomas Piketty l'explique très bien dans son livre *Une brève histoire de l'égalité*. Pour changer cela, une piste connue de longue date et défendue par les mouvements sociaux est **la globalisation des revenus**. Globaliser les revenus consiste à prendre en compte l'ensemble des revenus et biens du ménage - pas seulement les revenus du travail comme aujourd'hui - pour déterminer le taux d'imposition, et à faire en sorte que l'ensemble de ces revenus contribuent à l'effort collectif. « **Un euro = un euro !** » Cela aurait pour conséquence directe de diminuer les inégalités et d'augmenter les recettes budgétaires de l'État. Un budget public conséquent pourrait alors être alloué à des politiques publiques utiles : construction de logements sociaux bien isolés ? Soutien à l'agriculture paysanne locale ? Développement d'un réseau dense de transports en commun ? Augmentation des seuils de la pension, des revenus de remplacement ? Tout ce qu'on ne fait pas, ou pas assez, aujourd'hui, soi-disant « faute de moyens »...

Le 23 avril dernier, les trois syndicats ont lancé en front commun une pétition pour une fiscalité plus juste. Ils demandent un cadastre des fortunes, la mention sur la déclaration fiscale de l'ensemble des revenus et avantages réels perçus au cours d'une année, une plus grande progressivité de l'impôt et un meilleur équilibre entre la contribution des revenus du travail et des revenus du capital. Pour la signer, c'est par ici : <https://dekamer.mijnopinie.belgium.be/initiatives/i-1307>

La cascade de la précarité serait-elle donc inéluctable ? Que nenni ! Elle est la conséquence de choix politiques et idéologiques. Ce qui est finalement une excellente nouvelle car, avec des choix politiques différents, il serait tout à fait possible d'éradiquer la pauvreté. Quels sont-ils ? Nous vous proposons ici quatre dispositifs à mettre en place qui permettraient de répondre à notre soif d'égalité. L'autre bonne nouvelle, c'est que ceux-ci permettraient aussi de répondre aux enjeux écologiques.

2

PARTAGER LE TEMPS DE TRAVAIL GRÂCE À UNE RÉDUCTION COLLECTIVE (RCTT)

Voici encore une mesure simple et spécifique qui aurait des conséquences globales positives sur les individus, les ménages, la société et l'environnement. À la limitation des allocations de chômage, l'augmentation des flexi-jobs, le contrôle renforcé des malades de longue durée, nous répondons : **partageons notre temps de travail !** La RCTT avec maintien du salaire et embauche compensatoire a fait ses preuves lors des phases test où elle a pu être déployée. Plus de postes à pourvoir, un meilleur environnement de travail, moins de stress, plus de temps à allouer à la famille, à l'amitié, à des activités bénévoles, à l'action collective, etc. Plus généralement, mettre en place une réduction collective et généralisée du temps de travail ne rend plus nécessaire d'inventer des emplois à l'utilité sociale et environnementale douteuse (cf. les « bullshit jobs », théorisés par David Graeber).

Ces quatre mesures-phares permettraient d'aller dans le bon sens et gagneraient bien sûr à être complétées par beaucoup d'autres : investissement dans l'économie sociale et dans l'insertion socio-professionnelle, revalorisation des emplois dans le non-marchand, refonte du système scolaire pour qu'il soit plus égalitaire, revalorisation du job des enseignants... Limiter les inégalités par le haut (extrême richesse) et par le bas (extrême pauvreté) bénéficie à l'ensemble de la société, tant d'un point de vue social que d'un point de vue écologique.

Mais comment avancer vers ces quatre grandes mesures d'écologie populaire ? En les faisant vivre, en les articulant à des projets collectifs déjà existants localement, en favorisant les processus démocratiques. En faisant participer les gens, les habitants, les premiers concernés, aux prises de décision. Un exemple concret ? Les communautés d'énergie : elles permettent à des habitants à la fois de s'approprier les enjeux énergétiques, de politiser leur rapport à l'énergie et de produire et consommer de l'énergie renouvelable. Mais sans un soutien public fort, ces communautés restent trop confidentielles, l'apanage de quelques groupes privilégiés. Il s'agit d'en faire une réelle politique publique de lutte contre la précarité énergétique, permettant au plus grand nombre d'y participer. Avec ces communautés, le voisinage crée du lien, renforce sa conscience énergétique et sa conscience collective, ils pratiquent à petite échelle des expériences de démocratie qui sont un premier pas vers des mesures plus globales. 🐦

1. On aime l'impôt, c'est sûr, et on l'aime encore plus quand il est juste ! Plus d'info dans notre Contrastes spécial campagne 2025 : « L'impôt ça nous enrichit ! »

2. Le rapport complet et la synthèse sont en libre téléchargement ici : <https://sonya.sciences.ulb.be/navigation/membres/projets-de-recherche/projets-termines/prets>

3. Le sujet vous intéresse ? Nos contrastes de campagne 2024 et 2023 en parlent en long et en large !

RÉINVESTIR LA SPHÈRE PUBLIQUE DANS TOUS LES DOMAINES ESSENTIELS (LOGEMENT, ÉNERGIE, ALIMENTATION, EAU, MOBILITÉ)

Il est grand temps de balayer le mythe de l'entreprise privée qui fait mieux que le service public ! Ouste, le thatchérisme et les privatisations massives ! Bonjour le service public robuste, solide, capable de rendre réellement service au public. Ici encore, ce n'est un secret pour personne, ou presque : les campagnes de privatisation massives, dans quelque domaine que ce soit, ont toujours été accompagnées d'une hausse des inégalités et d'une détérioration de la qualité du service. Il n'y a qu'à voir ce qu'il s'est passé à la libéralisation de l'énergie³ ! La bataille autour du service public est souvent présentée de manière caricaturale (les gauchistes irresponsables qui creusent le déficit public d'un côté, les ingénieurs pragmatiques et responsables qui gèrent le budget de l'État en bon père de famille de l'autre). Or, en réalité les services publics sont les plus à même de fournir l'ensemble de ces services essentiels à l'ensemble de la population. Que vivent les logements publics abordables et économes en énergie, les transports en commun accessibles et efficaces, les crèches publiques, les hôpitaux publics, l'école publique, le fournisseur public d'énergie... !

3

METTRE EN PLACE UNE SÉCURITÉ SOCIALE ÉCOLOGIQUE

Des chercheurs belges et français ont travaillé ensemble autour de la question « comment garantir que l'urgence climatique ne creuse pas davantage les inégalités sociales et territoriales ? ». Autant vous dire que c'est passionnant et truffé de propositions (plus ou moins) concrètes et (plus ou moins) structurelles. Leur rapport PRETS (Protection et risques sociaux-écologiques en transition) pointe une série d'enjeux majeurs, notamment le fait que certaines politiques de transition peuvent aggraver les inégalités, ou encore que certains ménages sont plus vulnérables que d'autres face aux risques climatiques, aux inondations, canicules, etc. Ce rapport² propose des pistes de solutions pour repenser notre protection sociale, dont la mise en place de services de base universels, offrant à toutes et tous un accès gratuit ou très abordable aux services publics essentiels, l'extension des allocations de chômage aux risques sociaux-écologiques, la prise en compte des besoins et des compétences des groupes les plus vulnérabilisés comme point de référence pour construire et généraliser la protection sociale-écologique, etc.